

Mise en perspective de la solidarité internationale depuis 2000

Louis Favreau et Ernesto Molina, CRDC, UQO

De Rio+20 en 2012 en direction des rencontres internationales de bilan des Objectifs du millénaire pour le développement en 2015 dont celle des Rencontres du Mont-Blanc de 2013 et du Sommet international des coopératives de 2014 en passant par les Forums sociaux mondiaux, une volonté commune se tisse au sein d'organisations de plus en plus nombreuses : dans une période de crises où le modèle unique de développement se trouve enfin questionné, le projet de s'engager dans la construction d'autres manières de vivre chez soi comme dans l'ensemble de la planète prend du relief. L'ÉSS, les OCI et divers mouvements sociaux participent tous à leur manière à cette nouvelle dynamique internationale.

Un monde en mutation

Nous sommes à l'heure de l'internationalisation des mouvements sociaux : le mouvement des femmes, les réseaux de consommation responsable avec leur commerce équitable, le mouvement écologique, les réseaux d'économie solidaire... Nous sommes aussi à l'heure d'une lente transformation des grandes organisations sociales internationales nées au Nord mais dans lesquelles la présence de plus en plus forte du Sud se fait sentir: transformation du syndicalisme international des travailleurs, relance du monde paysan et retour de ce dernier sur l'avant-scène publique, renouveau international du mouvement coopératif. Ces initiatives internationales s'inscrivent toutes dans le paysage social d'aujourd'hui, celui de grandes mutations à l'échelle de la planète.

La planète et ses grandes transitions : les principaux enjeux d'aujourd'hui

«Changement climatique, crise alimentaire et crise énergétique se télescopent», comme le résumaient bien Louis Favreau et Gérald Larose dans un article du *Devoir* en 2008, soit il y a 5 ans déjà. C'est que désormais certaines transitions peuvent être fatales étant donné le croisement des échéances : l'échéance climatique liée au réchauffement de la planète, voire au dérèglement climatique; l'enjeu énergétique lié à la transformation des ressources fossiles (la nouvelle géopolitique du gaz de schiste); et finalement l'enjeu alimentaire lié à la remise au marché de la fixation des prix des aliments de base qui montent en flèche. Autrement dit, nous pouvons parler aujourd'hui de la juxtaposition voire du télescopage des crises qui placent la planète devant la possibilité d'un saut qualitatif vers le pire par rapport à la période antérieure. C'est sur cette toile de fond qu'il faut inscrire la crise financière internationale de 2008 et la montée sans cesse croissante des inégalités qui consacrent et perpétuent la fracture entre le Nord et le Sud. Le monde



dans lequel nous vivons est ainsi devenu plus instable et plus imprévisible. Ce n'est pas pour autant le chaos. Le pire n'est jamais sûr, mais il est clair que de grandes transitions sont en cours (Veltz, 2008).

Le fond de scène des inégalités et de la fracture Nord-Sud

Pour les mouvements sociaux et pour les porteurs de projets d'une coopération internationale de proximité, la recherche de formes plus appropriées de **développement solidaire** s'est imposée à la faveur d'une importante mutation du travail et de la protection sociale. En raccourci, le problème social numéro un à l'échelle de la planète peut aujourd'hui s'exprimer de la façon suivante : 700 millions de riches et près de 7 milliards de personnes aux prises avec la précarité sous diverses formes. Les deux dernières décennies de mondialisation ultralibérale ont notamment vu l'économie informelle devenir prévalente dans bien des pays du Sud. À l'échelle internationale, le travail salarié s'affaissant et l'économie informelle progressant, du coup, l'État social, là où il y en avait un, s'est affaibli et s'est littéralement dissout là où il n'était encore qu'en émergence.

Toujours en raccourci, le constat que la planète est en état de survie sur le plan écologique remonte également à la surface dans tous les milieux : destruction de la couche d'ozone, diminution de la diversité, désertification, déforestation, pollution des océans, etc. Plus nombreux cependant sont les mouvements et les grandes organisations internationales qui remettent en question le mode de production et de consommation dominant. Comment peut-on aujourd'hui contribuer à faire face efficacement à ce défi majeur d'un développement durable, notion malheureusement galvaudée avec le temps, mais dont la mise en œuvre n'en est pas moins impérative.

Enfin, dans la dernière décennie, un troisième enjeu est devenu plus visible sur la scène publique internationale : la mondialisation en cours a favorisé un tel débridement de la finance que les séquelles au Sud n'ont fait que s'amplifier : du *krash* boursier au Mexique en 1994 en passant par celui des pays de l'Est en 1997 et celui de l'Asie au tournant de l'année 2000, alors que l'on venait tout juste de s'aligner sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), sorte de pacte *a minima* entre les pays pour vaincre la pauvreté. Et depuis un bon moment, une crise financière internationale qui n'en finit plus. Bref, un défi majeur, celui de la **maîtrise de l'économie mondialisée**.

La crise alimentaire, révélatrice de la crise planétaire

Une question clé tout à la fois sociale et économique : pourquoi des émeutes alimentaires un peu partout à travers le monde et des grèves de transporteurs à travers toute l'Europe à l'été 2008 ? Trente-sept pays étaient alors menacés de crise alimentaire selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Un peu partout dans le monde, le prix de l'essence avait monté en flèche et celui de certaines denrées alimentaires avait explosé, notamment celui des céréales. Et pour nombre de pays du Sud, c'était et c'est le pire ! Cela mérite explication.

La crise alimentaire planétaire va de pair avec la crise énergétique. Des enjeux tout à la fois locaux et internationaux sont redevenus majeurs aujourd'hui (Brunel, 2009). Responsables : ces multinationales qui gouvernent nos vies dans l'alimentation, en matière d'énergie, en finance, en communication, en santé dans une conjoncture d'impuissance à peine voilée des États. Menace pour de nombreux pays du Sud dont l'agriculture locale a été orientée vers l'exportation mettant du coup à mal la diversité de leurs produits. Menace aussi pour les agricultures nationales, car la concentration autour de quelques pôles d'agriculture industrielle et le contrôle par les transformateurs et les grandes chaînes alimentaires risquent de s'accroître. Bref, ici et plus encore au Sud, la souveraineté alimentaire est à l'ordre du jour.

La crise alimentaire se conjugue à plusieurs autres crises

En fait, la différence dans ce dossier se voit surtout dans le budget des ménages : l'alimentation requiert 15% du revenu familial ici alors que, dans les pays du Sud, elle compte pour 50, 70 et même 85%. Cette crise climatique, énergétique et alimentaire... est bel et bien l'expression actuelle des enjeux de développement durable avec de nouvelles mobilisations ici et là au Nord comme au Sud. Disons les choses clairement : une des grandes ruptures actuelles depuis l'après-guerre et la chute du mur de Berlin, c'est la fin de l'abondance des matières premières et notamment des énergies fossiles, des produits agricoles et de l'eau.

La planétarisation de la crise écologique

La planète est littéralement en état de survie, écologiquement parlant, ce qui amène de nombreux mouvements et de grandes conférences internationales de l'ONU à remettre en question depuis quelque temps déjà, de façon souvent radicale, notre mode de production et de consommation. Enjeu majeur: la défense et la promotion des écosystèmes. Dans les deux dernières décennies, les risques environnementaux d'envergure planétaire reliés à l'activité humaine ont été mis en relief par d'importants travaux scientifiques. Parmi ces risques, on retrouve en tête de liste:

- 1) La transformation de la composition de l'atmosphère terrestre, du fait de la consommation élevée d'énergies fossiles, a entraîné un réchauffement accéléré de la planète. Les changements climatiques complexes qui en résultent menacent d'immenses territoires habités.
- 2) La biodiversité est menacée par une exploitation de la terre qui ne prend pas en compte l'équilibre des écosystèmes (par exemple les déforestations massives), provoquant ainsi la diminution de leur résistance et une désertification accélérée.
- 3) Les diverses formes de pollution des océans entraînent une décroissance rapide des ressources halieutiques.

Bref, l'habitabilité de la planète pour l'humanité nécessite une remise en question profonde de notre mode de consommation et de notre mode de production qui reposent sur la croissance au moment où il devient évident que le mode de vie des populations riches est insoutenable à l'échelle du monde (Beaudet *et alii*, 2008). Et l'action à entreprendre implique une intervention à



l'échelle de la planète pour prendre en compte le cycle de vie de nos productions et l'empreinte écologique de notre consommation (Griffon et Griffon, 2011).

Les défis que nous posent ces enjeux ce sont d'abord la maîtrise de l'économie mondialisée pour qu'elle permette l'accès au revenu donc à l'emploi, et à la protection sociale; ensuite la maîtrise de l'utilisation des ressources pour qu'elle se fasse dans le respect de l'environnement. La question de l'heure : y a-t-il des forces sociales présentes en assez grand nombre dans nos sociétés pour y faire face?

On a souvent un sentiment d'impuissance et l'inaction de plusieurs organisations pourtant responsables pointe la difficulté de travailler sur ces enjeux : difficulté persistante de grandes organisations syndicales et coopératives à miser une économie de réponse aux besoins plutôt qu'à une économie de croissance obsédée par le profit; éparpillement des forces sociales à l'échelle internationale dans des visées très hétérogènes ou très sectorielles. Mais il faut aussi reconnaître des signes d'une résistance commune, voire de réponses nouvelles à ces enjeux. Les grandes organisations internationales comme la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont été affaiblies par de grandes mobilisations internationales. De nouvelles organisations coopératives et syndicales ont pris forme dans le Sud pour réduire l'exploitation trop intensive de la terre (en Amazonie brésilienne par exemple), des organisations dans les pays du Nord naissent pour s'investir dans la récupération et le recyclage, de nouvelles formes de coopération Nord-Sud font également leur apparition, etc. Le profil d'un autre type de mondialisation émerge, des choix nouveaux s'imposent, des débats reprennent vie: comment concilier actions humanitaires et lutte contre les inégalités sociales? Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ont-ils été à la hauteur? L'Alternative avec un grand A n'étant plus qu'un fantasme, quel type d'alternatives crédibles se dessine-t-il à l'horizon?

Comment et quel développement faire aujourd'hui?

C'est depuis près de 50 ans que la notion de développement fait l'objet d'importants débats et de visions fort différentes, opposées même au sein de toutes les institutions internationales. Après l'échec fortement ressenti des coopérations étatiques des pays capitalistes du Nord dans le Sud et celui démoralisant des mouvements de libération nationale et de leur modèle «développementiste», que reste-t-il ? Le concept a été mis à mal et ramené par le FMI et la Banque mondiale à une simple question de croissance du produit intérieur brut (PIB) et de lutte contre l'extrême pauvreté. Pour d'autres, l'idée même du développement est devenue une simple croyance occidentale. Faut-il succomber à ce relativisme économique et culturel. Un autre éclairage est-il possible ?

En moins de 50 ans, nous sommes passés de la décolonisation – la notion de développement servant alors de référence quasi universelle dans les deux blocs (capitaliste et communiste) – à une mondialisation ultralibérale à partir des années 1990. Ce début de basculement du monde a provoqué du désenchantement dont le point culminant est l'abandon, à toutes fins utiles, du thème du développement durant cette décennie, simultanément à l'effondrement du Bloc soviétique. La



seule perspective présente a alors été celle des droits de l'Homme et plus largement **la montée de l'humanitaire** devenue la principale finalité légitime dans les rapports entre nations par ces temps d'incertitude. Avec l'année 2000, la grande initiative des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) nous offre l'exemple sur plus de 12 ans d'une intervention surtout marquée par l'humanitaire. Cependant si cela s'est passé de cette manière dans les institutions internationales, il en va autrement dans les OCI notamment, du moins ceux qui se sont toujours définies comme des ONG de développement (ONGD).

L'itinéraire de la notion de développement dans les OCI des années 1960 à aujourd'hui

En fait nous sommes passés, au sein des organismes de coopération internationale (OCI), de la thématique du « développement-libération », à celle du « développement-transition écologique de l'économie ». Quel est ce parcours ? Présentation en cinq temps.

1. Les années 1960 : la décennie de la lutte contre la faim dans les pays dits du Tiers monde

À cette époque, le développement, du point de vue de la solidarité internationale, c'est d'abord et avant tout tenter de vaincre la faim, c'est-à-dire nourrir l'humanité. Cela implique de lutter contre ceux qui s'opposent à la commercialisation des produits du « Tiers monde » comme il était dit du Sud durant cette décennie. La conception prévalente de l'aide aux pays du Sud conçue comme simple relation d'assistance en prend alors un coup. Une lutte est donc à mener.

2. Les années 1970 : la décennie d'un développement global où tout est politique

Le développement, c'est la libération intégrale par la transformation des structures de production, par l'établissement de nouveaux rapports sociaux dans une optique de transformation globale. La solidarité internationale va donc investir la dimension politique du développement. On entre alors, avec cette décennie, dans une période de radicalisation qui s'inscrit dans la mouvance d'organisations, de mouvements et de partis politiques de gauche. La solidarité internationale est animée par l'impératif de soutien des OCI à cette mouvance.

3. Les années 1980 : les modèles alternatifs de développement perdent leur pouvoir d'attraction

Avec l'expérience de la décennie précédente, les OCI avaient appris que le développement supposait des changements structurels. La décennie 1980 voit plutôt émerger une période de crise des modèles alternatifs voulant s'attaquer à ces changements structurels. La Tanzanie de Nyerere ou le Nicaragua des Sandinistes ne vont pas convaincre beaucoup de monde. Il y a aussi et surtout l'effet rebond des déficits démocratiques manifestes des régimes dits « socialistes ». L'approche du développement devient alors moins idéologique, moins branchée sur la dénonciation du modèle dominant et l'espoir lié à des modèles de référence. Dans nombre d'OCI, c'est le retour au développement des communautés, le retour de l'intervention locale et l'espoir retrouvé de la microfinance, du commerce équitable, des coopératives communautaires en milieu rural, des associations citoyennes dans les bidonvilles, etc.



4. Les années 1990 : la notion de développement entre en crise profonde

Avec les années 1990, la notion même de développement entre en crise. D'un côté, des modèles d'État qui avaient servi de référence sont en faillite (le Mur de Berlin en est l'expression symbolique par excellence) et, de l'autre, la multiplication de petits projets consolidant des communautés locales ne permet pas de s'inscrire dans le rapport de force provoqué par la montée en puissance de multinationales qui gouvernent de plus en plus nos vies à l'échelle nationale comme à l'échelle de la planète. Il devient vite clair que cette intervention à l'échelle micro ne peut véritablement vaincre le sous-développement et ses causes. C'est le sommet de la Terre de Rio en 1992 qui ouvre la porte du développement durable et met sur l'avant-scène internationale le caractère global des enjeux écologiques de notre planète.

5. Les années 2000 : la mondialisation néolibérale entre en force

Les Dragons et les Tigres d'Asie (Indonésie, Thaïlande...) s'écrasent, la finance capitaliste passe progressivement aux postes de commande à l'échelle internationale, le FMI et la Banque mondiale font déjà depuis un moment la pluie et le beau temps, etc. Sauf que... ! Un grand rassemblement à Seattle en 1999 devient le signe annonciateur d'une société civile internationale émergente. Le Forum social mondial (FSM) se réunit pour une première fois en 2001 à Porto Alegre au Brésil. C'est le début de quelque chose qui ne cessera pas de progresser pendant toute la décennie, à tâtons certes, mais sans perdre son élan initial. À partir de là, le développement s'identifie davantage comme une réponse à des besoins et comme une promotion de l'accès à des droits pour les populations du Sud. L'inédit et le saut qualitatif : avec l'arrivée du FSM, un décloisonnement des luttes (jusque-là trop sectorielles) et un changement d'échelle (depuis trop longtemps repliées sur le local). De plus, la justice climatique y fait son chemin vers un développement désormais considéré comme « un bien vivre » fondé sur un idéal de sobriété face à la finitude du monde à laquelle nous exposent les risques climatiques et les dégradations des conditions de vie dans nombre de régions du monde. Bref, nous entrons dans l'ère de la transition écologique de l'économie, si on se fie sur de nombreuses rencontres internationales dont quelques-unes plus près de nous comme les Rencontres du Mont-Blanc de 2011 ou celles du Sommet international des coopératives de 2014 (Favreau, 2013 ; Brassard et Molina, 2012).

La notion de développement dans les institutions internationales aujourd'hui : l'entrée en scène de l'économie verte

Les espoirs de la décolonisation passés (les années 1960 et 1970), le « développementisme » par la reprise des modèles industriels à la manière capitaliste des pays du Nord ou à la soviétique ayant épuisé les dernières balles de ses fusils (années 1980), l'entrée en scène des programmes d'ajustement structurel (PAS) du FMI et de la BM ayant laminé tous les fondamentaux d'États sociaux émergents au Sud (santé, éducation, services sociaux...) pendant les années 1990, la première décennie du XXI^e siècle s'ouvre donc sur l'humanitaire, les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), mais aussi sur le développement durable. Et, on aboutit en 2012, avec



Rio+20, à l'émergence de la notion d'économie verte. Mais qu'en est-il de ces OMD (2000-2015) ?

Les objectifs du millénaire pour le développement: l'ouverture à une redistribution de la richesse ?

Les OMD entrent donc en scène en l'an 2000. La mobilisation devient majeure. Longtemps banalisés par les grandes institutions financières internationales (FMI, BM et OMC), les agences et programmes spécialisées de l'ONU (FAO, OMS, OIT, PNUD...) vont progressivement organiser tout au long des années 1990 des conférences internationales auxquelles un certain nombre d'ONG seront invitées à prendre part.

Les objectifs du Millénaire en bref

Le programme Objectifs du Millénaire pour le Développement a été adopté par l'ONU en 2000 et propose pour 2015 de réduire de moitié la pauvreté absolue (moins de 1 dollar US par jour) ; d'assurer l'éducation primaire pour tous ; de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; de réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans ; d'améliorer la santé maternelle ; de combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies ; d'assurer un environnement durable ; et de mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

C'est dans cette foulée qu'émergent les OMD qui deviendront alors les lignes de défense de la lutte internationale contre la pauvreté la plus marquée. Mais si les premières années de cette mobilisation canalisent les énergies de presque toutes les institutions internationales et un nombre considérable d'ONG, les objectifs de ce discours obligé apparaissent dépourvus certes de moyens mais surtout dépourvus de capacité de s'attaquer aux inégalités derrière cette pauvreté. On peut ici prendre deux exemples : le Mali et l'Inde.

Dans le premier cas, deux millions de Maliens gagnent leur vie dans la filière du coton. Or, le marché international est sous l'emprise du coton américain et européen. Le Mali n'arrive pas à bien écouler son coton sur le marché. Précarité comme horizon dans une jeune démocratie dont la volonté de développement et de démocratisation avait été pendant près de 20 ans particulièrement manifeste, sinon exemplaire. Cause principale: les structures du commerce international. Si on ne touche pas aux règles du jeu du commerce international, comment vaincre la pauvreté dans ce pays?

Dans le second cas, en Inde, les «intouchables» (25 % de la population de ce pays d'un milliard d'habitants) forment les «basses classes» d'une société qui, en dépit de sa démocratie, la plus vieille des pays du Sud (1947), n'a pas encore réussi à éliminer son système de castes, lequel leur interdit l'accès à nombre d'emplois et de services de base. Dans ce cas, derrière la pauvreté, il y a la discrimination d'un système de castes. La question centrale devient donc : «lutte contre la pauvreté» ou combat contre les inégalités sociales donc pour la démocratie? Les Objectifs du millénaire pour le développement sont-ils un début de redistribution de la richesse à l'échelle de la



planète ou de simples initiatives humanitaires qui ne débouchent pas sur le développement ? «Lutte contre la pauvreté, la grande hypocrisie», titrait avec justesse la revue *Alternatives internationales* dans son dossier de septembre 2005 (p. 24 à 39). Quel développement alors ? Cette question est encore plus impérieuse à l'heure où le consensus sur la gravité du risque écologique a progressé à vive allure.

Et si c'est le développement, quel développement ?

Les grandes institutions internationales commencent à peine à sortir de l'idéologie du progrès en établissant enfin une distinction majeure entre la **croissance** qui implique une augmentation continue de la production et le développement qui consiste en l'organisation de la consommation et de la production, des revenus et des dépenses en fonction de l'amélioration des conditions et de la qualité de vie des populations : l'emploi, l'habitat, l'éducation, la santé... Dans les années 1990, des économistes du Sud ont introduit un indice composite dont les trois principaux éléments sont l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'instruction et le niveau de revenu. Cet indice de développement humain (IDH) est, depuis près de 20 ans, le point de repère du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Une véritable petite révolution : la porte de la pluridimensionnalité du développement a été ouverte. Plutôt que de congédier la notion, plusieurs travaux lui redonnent sens en combinant l'économique, le social et l'environnement. Ce faisant ils ont réaffirmé la primauté de la société sur l'économie et avancé l'idée d'une pluralité de modèles à travers le monde, pour s'attaquer à la précarité, promouvoir la démocratie et favoriser la création de nouvelles formes de régulation sociopolitique.

La grande impensée du développement est donc la lutte contre les inégalités. Cette perspective, qui implique la prise en compte des rapports de pouvoir, a presque totalement échappé aux grandes institutions économiques internationales portées par le credo néolibéral. Au final n'a-t-on pas retenu surtout les objectifs humanitaires de lutte à l'extrême pauvreté ! ? De plus, s'il y a développement, il doit intégrer l'action sur les enjeux climatiques, énergétiques, alimentaires, notamment au chapitre des coûts de transport, de l'efficacité énergétique, de la relocalisation des productions, etc. Mais ces alternatives au néolibéralisme mondialisé se concrétisent-elles ?

Des alternatives

S'il y a des capitalismes, c'est aussi au pluriel qu'il faut décliner les alternatives. En effet, il n'y a pas un capitalisme mais des capitalismes parce qu'il y a des différences sociales, économiques et politiques notables entre des pays comme le Danemark et les États-Unis ; entre le Togo sous dictature militaire depuis 40 ans et le Sénégal en régime démocratique et pluraliste depuis plusieurs décennies ; entre le Chili fortement inégalitaire et l'Uruguay, le moins inégalitaire de l'Amérique latine, deux pays ayant vécu de dictatures et de processus de transition démocratique. En second lieu, le seul projet qui se soit présenté comme l'Alternative unique a échoué. Le modèle communiste et la collectivisation des moyens de production doublée d'un monopole du Parti sur l'ensemble de la société ne fonctionnent plus en URSS, en Chine, à Cuba, au Vietnam, en Corée



du Nord. Personne ne prétend plus s'y référer sérieusement pour concevoir le renouvellement du développement et de la démocratie d'une société. Il n'y a donc pas une Alternative mais bien des alternatives. La logique du «tout ou rien» est erronée sur le plan du diagnostic, mais surtout elle nourrit l'impuissance et l'immobilisme. En revanche, la logique des alternatives ouvre les possibles, introduit des choix politiques et crée des espaces pour la transformation sociale aux différentes échelles (locale, nationale, internationale).

La logique des alternatives nous autorise à agir dès maintenant sans penser que nous menons des actions qui ne sont que palliatives, sans considérer que la «véritable» action est réservée aux organisations et partis politiques se préparant à la conquête du pouvoir pour transformer de fond en comble la société. Chaque jour, nos sociétés font des choix qui vont dans un sens ou dans l'autre selon que la mobilisation sociale est plus ou moins forte, selon que les dimensions représentative, délibérative et sociale de la démocratie sont plus ou moins vivantes : conseils de quartier ou simples points de service des municipalités ; monopole de la presse privée ou présence d'une presse indépendante ; maintien des services publics ou privatisation ; législation du travail soutenant ou défavorisant la syndicalisation; décentralisation ou déconcentration des services publics en région, etc.

En dernière instance, les modes privé, public et collectif de propriété des moyens de production se côtoient dans une cohabitation à géométrie variable, qui comporte de fortes tensions et parfois d'heureuses coopérations. Ces choix quotidiens conduisent à des types de société qui diffèrent passablement tant du point de vue d'un développement équitable et durable que du point de vue de l'élargissement de la démocratie. Bref, on assiste à une lente remontée de courants de réformes faisant revenir l'État social à l'avant-scène et une gouvernance mondiale comme nouvel impératif.

Les nouvelles forces sociales: le monde qui se refait

Miser uniquement sur de grandes mobilisations de «la base», comme l'affirment certains groupes qui sous-estiment radicalement la nécessité de l'organisation et du travail dans la durée, ne suffit pas. Il faut prendre plus explicitement en considération les mouvements sociaux porteurs de transformations sociales et faire l'état des lieux de ces mouvements aujourd'hui, car ils ne sont plus ce qu'ils étaient il y a 20 ou 30 ans. Par exemple, il faut reconnaître l'émergence de nouveaux réseaux pour un, mais aussi la transformation de grands mouvements historiques comme le mouvement des travailleurs, le mouvement coopératif et le mouvement paysan. Il faut aussi prendre en compte la montée d'un mouvement citoyen international avec les forums sociaux mondiaux et la multiplication des réseaux qui les alimentent. La critique de la mondialisation néolibérale ne suffit pas. Il nous faut aussi des repères sur ce qui refait présentement le monde et pas uniquement sur ce qui défait le monde.

C'est donc dans cette perspective qu'on peut lire les articles de ce numéro qui s'ouvre sur la zone de tempêtes dans laquelle sont entrés les OCI (Thède; Cliche), mais aussi sur la reconfiguration en cours, au Québec ou dans le Sud, que ce soit celle de regroupements paysans devenant de plus en plus des acteurs transnationaux, notamment en Afrique de l'Ouest (Mscween); le renouvellement



de la coopération de proximité d'organisations québécoises comme UPA DI (Molina) ou le patient travail de coalition fait par le GESQ (Favreau); ou encore des coopérations inédites entre municipalités du Nord et du Sud (Ndiaye); la solidarité internationale de l'ESS française avec le Sud (Sibille); les nouvelles dynamiques d'économie solidaire en Amérique latine (Vaillancourt); la présence constante d'une forme de commerce international équitable (Lemay) ou, encore plus, la résilience des Forums sociaux mondiaux depuis plus d'une décennie (Favreau).

Au Québec, sensible à tous ces changements, une nouvelle période s'ouvre peut-être : celle d'une transformation des OCI à partir de nouveaux outils politiques (une Agence québécoise de solidarité internationale) et de nouveaux outils financiers, c'est-à-dire des fonds opérant avec des partenaires du Sud dans une logique de prêts et de garanties de prêts (plutôt que de dons uniquement) comme le proposent des organisations comme l'AQOCI et le GESQ. À coup sûr, le rapport AQOCI-MRI annoncé pour décembre prochain sera à lire attentivement. Notre dossier thématique arrive à point. Bonne lecture!

Bibliographie

Beaudet, P. (2008). «Le développement face aux enjeux de la mondialisation», dans Beaudet et alii, *Introduction au développement international. Approches, acteurs et enjeux*, PUO, Ottawa, p. 87 à 105.

Brassard, M.-J et E. Molina (Éd) (2012). *L'étonnant pouvoir des coopératives. Textes choisis de l'appel international de propositions*, Sommet international des coopératives, Québec.

Brunel, S. (2009). *Nourrir le monde, vaincre la faim*, Larousse, Paris.

Favreau, L. (2013). « Vers un *New Deal* vert. Comment mettre en œuvre un nouveau scénario de développement durable ? La contribution des coopératives et de l'économie solidaire ». Dans Gagnon, C. (Éd), *Guide québécois pour des Agendas 21^e siècle locaux*, [En ligne] http://a211.qc.ca/21823_fr.html

Griffon M. et F. Griffon (2011). *Pour un monde viable. Changement global et viabilité planétaire*. Éd. Odile Jacob, Paris.

Veltz, P. (2008). *La grande transition*, Seuil. Paris.

